

*Conjoncture du secteur agroalimentaire français*

*Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 :*

**Restaurer la compétitivité du  
secteur, pour créer de l'emploi à  
long terme**

**Juin 2019**

**Pour les entreprises alimentaire, la création de valeur passe par un renforcement des conditions de compétitivité des maillons de la filière.**

Si l'industrie agroalimentaire demeure la première industrie de France en termes d'emplois sur le territoire et de chiffres d'affaires, de nombreux enjeux de compétitivité reste encore devant l'agroalimentaire français. Une destruction de valeur sans précédent (plus de 5 milliards d'euros en 5 ans), une pression fiscale accrue (5 milliards d'euros payés par les IAA annuelle, +232 % en 10 ans !) et une problématique de surtransposition de normes européennes persistante.

L'ensemble de ces facteurs pénalise la situation financière des entreprises. Interrogées par l'ANIA en juin, les entreprises formulent un constat sans appel : 2/3 estiment que leurs marges se sont dégradées depuis 2014, période concomitante avec le début de la guerre des prix dans la grande distribution. La baisse des marges apparaît multifactorielle :

- Une volatilité accrue des prix des matières premières (pour 80 %), dans un contexte de guerre des prix avec la grande distribution toujours prégnant (pour 85 %).
- L'orientation de l'environnement économique : pression fiscale (60 %) et surtout poids des réglementations (80 %)

Ces problématiques de compétitivité sur le marché domestique français fragilisent la capacité des industriels à investir pour créer de l'emploi de manière pérenne :

- Près de la moitié des entreprises s'estiment contraintes dans leurs projets d'investissement, malgré un environnement financier favorable. L'orientation de l'investissement apparaît défensive, surtout axée sur le remplacement de matériaux obsolètes ou la mise aux normes. La digitalisation et la robotisation des équipements semblent faire l'objet d'investissements moins importants : c'est une priorité pour seulement 40 % des entreprises alimentaires.
- De même, les difficultés de recrutement constituent l'un des freins les plus certain à la croissance des entreprises. C'est le 3<sup>e</sup> facteur de frein, derrière les problématiques de compétitivité et les relations avec la GMS. En France, chaque année, 21 000 emplois ne trouvent pas preneur dans l'alimentaire (50 000 pour l'ensemble de l'industrie).

Dans ce contexte de destruction de valeur, qui contraint directement l'emploi, le Gouvernement a récemment lancé un chantier de « Pacte Productif ». Il se projette sur le long-terme (2019-2025), avec une ambition : atteindre l'objectif du plein emploi, par l'augmentation de la production en France et l'adaptation de l'outil productif aux mutations économiques, notamment l'introduction du numérique.

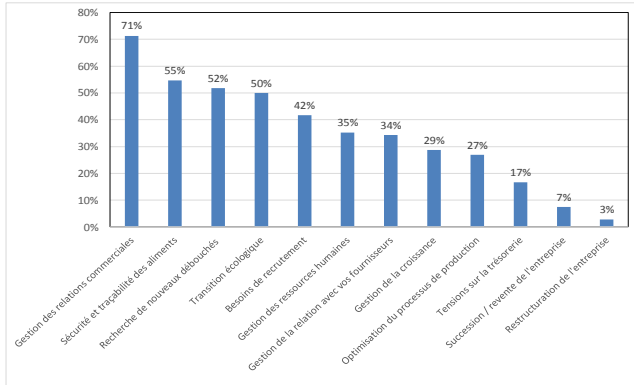
Les mesures de ce Pacte seront en cohérence avec les grandes orientations politiques du Gouvernement, notamment :

- les orientations et engagements pris en matière économique, fiscale et de maîtrise des dépenses publiques,
- les politiques en faveur de la transition écologique et énergétique,
- les actions en faveur de la cohésion des territoires

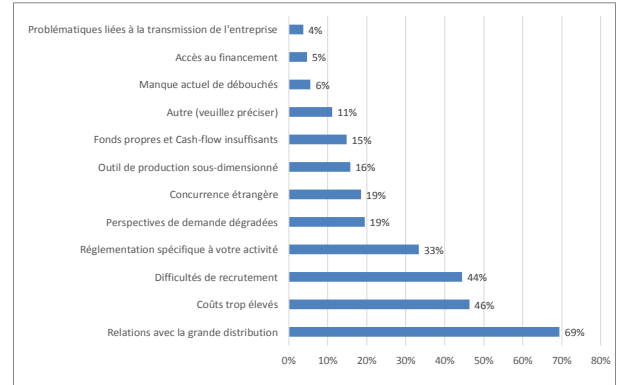
Ce Pacte se décline en 5 volets : industrie, numérique, innovation technologique, transition énergétique et agriculture. Un point d'étape sera réalisé à fin juin, et la restitution finale des travaux est attendue pour fin octobre. L'industrie agroalimentaire, qui dispose d'un potentiel de développement et de croissance important sur ces différents aspects, y prendra toute sa place.

## ILLUSTRATION GRAPHIQUE

**Graphique 1 :**  
**Enjeux de croissance des entreprises alimentaires**



**Graphique 2 :**  
**Facteurs pénalisant la croissance des entreprises alimentaires**



## FOCUS : Enquête ANIA sur les facteurs de compétitivité des IAA

Pour mesurer concrètement les freins et les leviers des industries agroalimentaires en 2019, l'ANIA a récemment ouvert une consultation auprès de ses entreprises.

A date, 150 entreprises à très nette dominante familiales (pour 2/3) se sont exprimées sur leur conditions de compétitivité et leurs facteurs de croissance. Les entreprises répondantes, essentiellement des TPE-PME (77 %) témoignent d'une situation encore tendue sur le marché domestique, altérant leur visibilité à moyen terme. Les entreprises mettent très majoritairement un besoin d'un environnement réglementaire et fiscal stabilisé, tout en rappelant le besoin de relations commerciales plus apaisées et constructives avec leurs clients de la grande distribution.

En dépit de ce contexte contraint et globalement destructeur de valeur, les IAA soulignent leur attachement au caractère local de leur production. Le renforcement de cet ancrage local et la diversification de la gamme de production sur plusieurs segments (mass market, bio, signe de qualité) apparaît comme de différenciation, générant de la valeur pour les entreprises répondantes.



Source : Enquête ANIA, nuage de mots constitué à partir de 150 témoignages d'industriels

# Conjoncture 2019 : Des capacités de production sous tension et une consommation qui cède

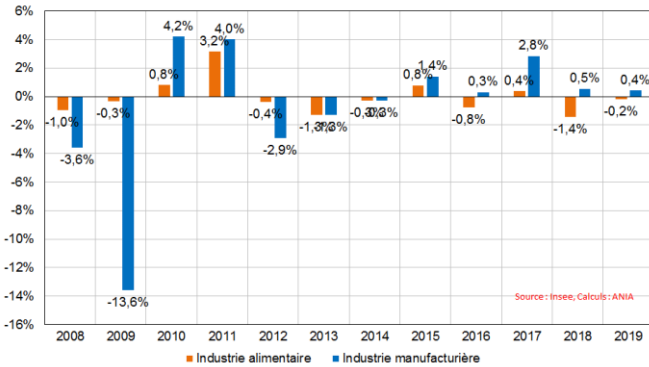
## 1. Evolution de la production dans le secteur agroalimentaire : des faiblesses de plus en plus manifestes

### La production alimentaire cède

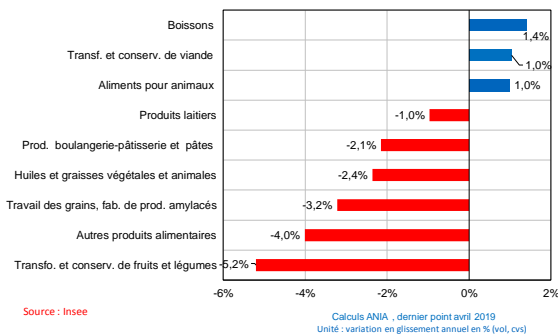
Si elle avait fait preuve d'une grande résilience pendant la crise financière, la production alimentaire marque le pas depuis plusieurs années. En 2019, mesurée sur 12 mois glissants, le recul de la production persiste : -0,2% après -1,4% en 2018. Dans le reste de l'industrie, la production est beaucoup plus résiliente : +0,4 % en 2019, après +0,5 % en 2018.

La destruction de valeur observée dans les IAA a conduit à un affaiblissement des capacités de production de la filière alimentaire, ce qui pose question sur sa capacité de rebond. des IAA.

Evolution de la production : comparaison entre les IAA et l'industrie manufacturière



Variation en glissement annuel de la production par secteur



### Une baisse de production globalement constatée dans une grande partie des secteurs alimentaires

Début 2019, seule la production boissons (+1,4%), de viandes (+1%) et d'aliments pour animaux (+1%) se redressent. Pour le reste, la production s'inscrit en baisse. Le recul est particulièrement prononcé s'agissant de la transformation de fruits et légumes (-5,2%) et des autres produits alimentaires (-4,0 %).

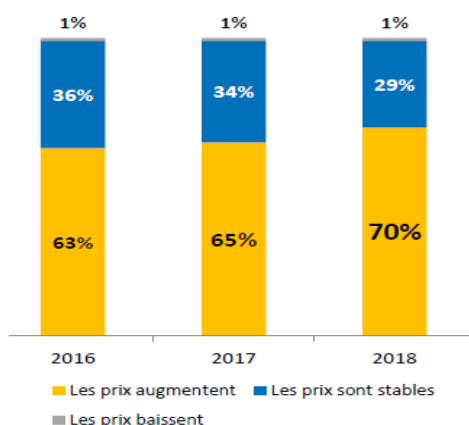
## 2. Environnement de la demande : chute de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises en 2018

### La confiance des ménages s'effrite sur fond d'inquiétudes grandissantes sur le pouvoir d'achat

Depuis maintenant plus d'un an, la confiance des ménages est en recul. Les inquiétudes relatives au niveau de vie sont de plus en plus vives. S'agissant spécifiquement de l'alimentaire, les ménages sont, depuis plusieurs années, de plus en plus nombreux à percevoir des prix à la hausse.

Ce sentiment n'a pour le moment pas pleinement trouvé de réalité en rayons : une baisse de prix de l'ordre de 6 % entre 2013 et 2018 et une inflation quasiment nulle en 2019, ce qui fait de l'alimentaire une exception industrielle.

Perception de l'évolution des prix de l'Alimentaire



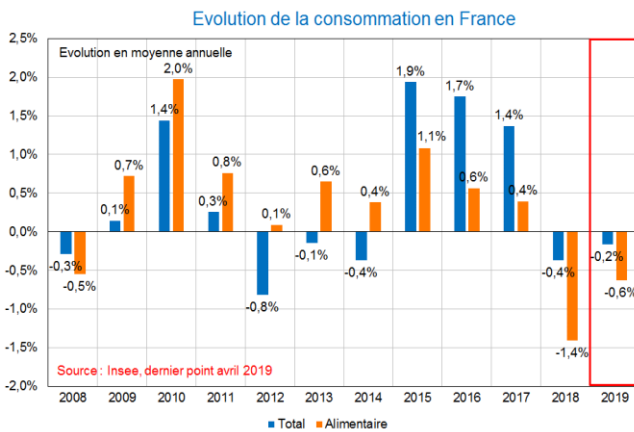
## La consommation des ménages chute fortement

Depuis de nombreux mois, la consommation des ménages en biens alimentaires recule. En 2019, sur 12 mois glissants, la baisse (-0,6 %) vient confirmer celle de l'année précédente (-1,4%). Une telle évolution est inédite. Nous constatons une « rupture de tendance » de la consommation alimentaire, caractérisant une « déconsommation » en biens alimentaires.

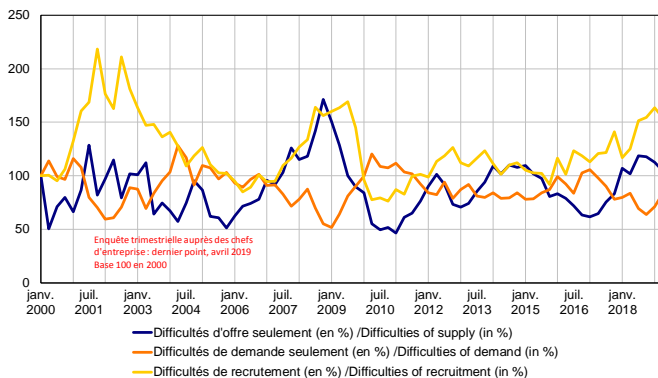
Plus globalement, la consommation évolue depuis plusieurs années à un rythme inférieur à celui d'autres biens, signe d'arbitrages en défaveur des biens alimentaires. A date, l'alimentaire représente moins de 10 % des dépenses des ménages français.

## L'investissement des entreprises cède en 2018 et les besoins de recrutement restent toujours importants

Selon l'Insee, les entreprises alimentaires sont le plus souvent contraintes par des difficultés de recrutement. Celles-ci, devenues prégnantes sont aussi vive que pendant la crise financière de 2008. Pendant ce temps, les difficultés liées uniquement à l'offre et aux capacités progressent, dans un contexte où l'investissement a cédé en 2018 (-3 % estimé dans l'IAA contre une stabilité affichée dans le reste de l'industrie). Pour 2019, l'investissement serait en revanche orienté hausse (+9 %), soit une évolution proche de celle observée dans l'ensemble de l'industrie manufacturière.

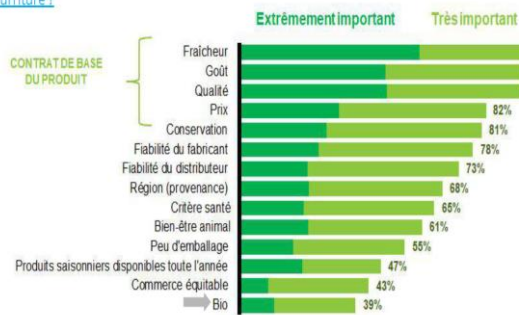


## Enquête auprès des chefs d'entreprises du secteur alimentaire



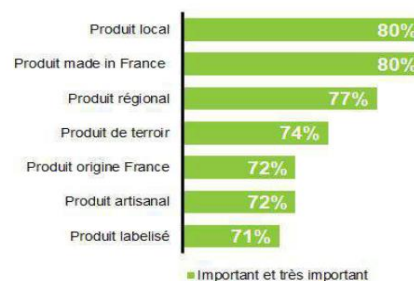
## 1. Un travail spécifique sur l'offre produit, centré sur les attentes du consommateur

Pouvez-vous nous indiquer le degré d'importance que vous accordez aux critères suivants concernant la nourriture ?



Source : Nielsen

« Quelle importance accordez-vous aux différentes informations qui peuvent être indiquées sur les produits ? »

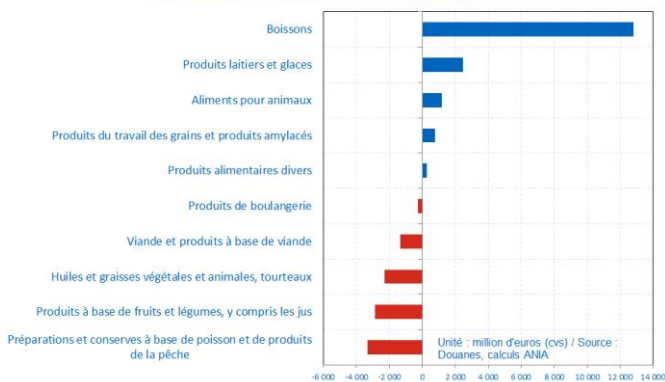


Dans un marché globalement atone en volume, la création de valeur passe plus que jamais par la valorisation des produits. Dans ce contexte, les consommateurs prêtent une attention croissante sur la qualité, la fraîcheur et le goût des produits achetés. Fabriqué localement en France, le produit s'avère beaucoup plus incitatif qu'un produit étranger.

En revanche, le prix n'apparaît qu'en 4<sup>e</sup> position. En conduisant directement à une destruction de valeur, la guerre des prix affecte les marges de manœuvre économiques des industriels et limite à terme la capacité des IAA de proposer des produits différenciants. C'est pourtant aujourd'hui principal vecteur de création de valeur pour les IAA.

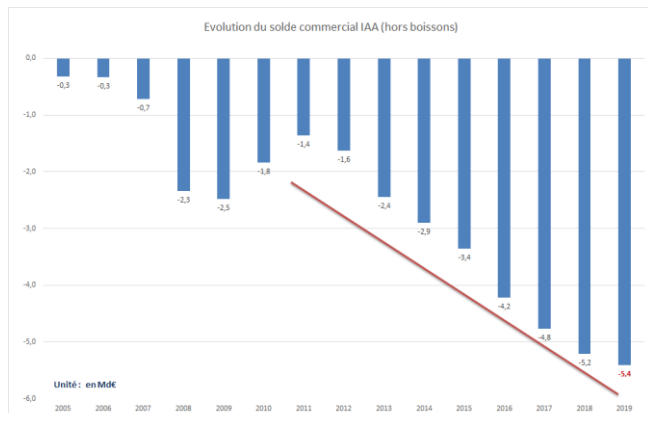
## 2. Une ambition à l'export à réaffirmer. Elle passe nécessairement par une amélioration des conditions de compétitivité des IAA

Solde commercial par secteur sur l'année 2019

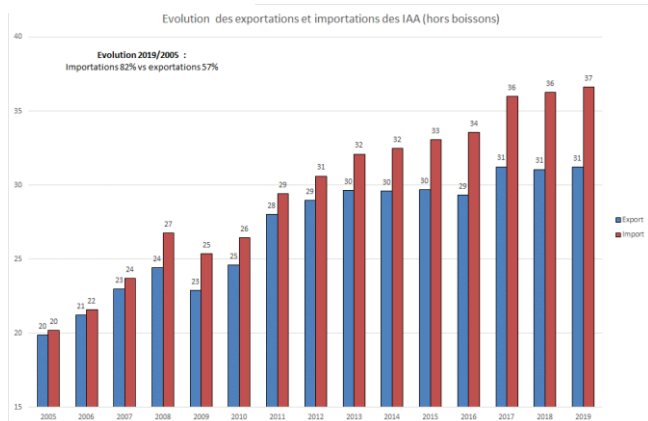


*Des performances à l'export favorables mais concentrées sur un nombre limité de secteurs*

Au premier trimestre 2019, le solde commercial affiche une légère amélioration par rapport au même trimestre de l'année précédente. Sur les 12 derniers mois, il s'établit à 7,4 Md€ (après 7,2 Md€ en 2018), notamment grâce à une accélération des exportations sur le premier trimestre 2019, observables principalement dans le secteur des boissons. En revanche, le secteur du poisson, des fruits et légumes où encore des « corps gras », la situation commerciale se dégrade.



Dernier point : Avril 2019



*Hors boissons, le solde est clairement déficitaire.*

*Cela traduit avant tout les défis de compétitivité qui restent devant les IAA.*

Mesurées hors boissons, les performances ne cessent de se détériorer : le déficit, s'inscrit à 5,4 Md€. Pour rappel, le solde était globalement à l'équilibre au milieu des années 2000.

En confrontant les évolutions des exportations et des importations, constatons que cette détérioration est principalement due à une accélération plus importante des importations que des exportations.

Depuis près de 15 ans, les importations de produits alimentaires (hors boissons) ont augmenté de 82% alors que l'évolution des exportations est moins prononcée (+57%).

Dans le détail, les plusieurs secteurs voient leurs performances commerciales se dégrader depuis 15 ans :

- le secteur de la viande
- du poisson
- de la transformation des fruits et légumes
- ou encore du travail du grain.

Secteur	Flux	Evolution 2019/2005
Produits des industries agroalimentaires (IAA)	Export	62%
	Import	76%
Viande et produits à base de viande	Export	18%
	Import	48%
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	Export	25%
	Import	61%
Produits à base de fruits et légumes, y compris les jus	Export	53%
	Import	88%
Huiles et graisses végétales et animales, tourteaux	Export	69%
	Import	53%
Produits laitiers et glaces	Export	48%
	Import	97%
Produits du travail des grains et produits amylacés	Export	45%
	Import	83%
Produits de boulangerie	Export	108%
	Import	87%
Produits alimentaires divers	Export	92%
	Import	125%
Aliments pour animaux	Export	75%
	Import	118%

Seuls 2 secteurs ont vu leurs performances commerciales se redresser au global :

- le secteur des produits de boulangerie
- et celui des corps gras

**Sur longue période, l'érosion des performances commerciales s'explique avant tout par un effritement graduel des conditions de compétitivité, comment à tous les secteurs d'activité.**